

Le mégaprojet du CERN à l'épreuve du public

La construction du Futur Collisionneur circulaire aurait une énorme incidence sur la région. Une première séance d'information a eu lieu mercredi soir.

Xavier Lafargue

L'auditorium 2 du CERN est presque plein. Quelque 350 personnes sont venues assister, mercredi soir, à une séance publique très attendue. Objectif? En apprendre davantage sur le Futur Collisionneur circulaire, ou FCC. Un mégaprojet comprenant la construction d'un tunnel de 91 km de circonférence creusé sous la région franco-genevoise (*lire nos éditions précédentes*).

Celui-ci n'en est encore qu'à l'étude de faisabilité, mais il suscite déjà beaucoup d'interrogations et de craintes. C'est pourquoi le Centre européen de recherche pour la physique des particules tenait à communiquer plus largement. «C'est le début du dialogue», précise d'emblée Arnaud Marsolier, porte-parole du CERN.

L'échange, nourri, a bien eu lieu, après diverses présentations



La séance publique organisée par le CERN s'est tenue dans un auditorium 2 bien rempli.

assurées par des membres du CERN. Même si les nombreuses questions n'ont pas toutes trouvé de réponse; même si les craintes n'ont pas toutes été apaisées, tant s'en faut.

Ouvrage pharaonique

Il faut dire que ce projet-là, dont l'objectif principal est de mieux connaître notre univers, est celui de tous les superlatifs. Par son emprise sur le terrain, ses 16,4 millions de tonnes de matériaux à excaver, la consommation énergé-

tique du futur collisionneur et son empreinte carbone...

Par sa durée aussi. S'il est accepté par le Conseil du CERN, probablement fin 2027-début 2028, les travaux débuteront en 2032 avant une mise en exploitation dès 2047-2048, indique Raphaël Bello, directeur finances et ressources humaines au CERN. Par son coût enfin, estimé à 15 milliards d'euros...

Alors oui, les questions ont fusé dans la salle garnie notamment d'élus locaux - genevois et de France voisine -, de représentants

de diverses associations de défense du climat - telle Noé 21 - ou encore d'habitants de la région.

Sans toutes les évoquer, on peut les regrouper autour de quelques thèmes. Et en premier lieu le dialogue, «qui fait partie de notre ADN au CERN», assure Raphaël Bello.

Tous les auditeurs présents ne sont visiblement pas du même avis. «Vous prônez le dialogue et la transparence, mais je n'ai eu aucune information sur les forages qui vont débiter, hormis une lettre recommandée», lance l'un d'eux.

Un élu régional français dit n'avoir été mis au courant qu'en octobre 2023 «grâce à une réunion organisée par Noé 21». Une élue de Thonon, elle, estime «qu'il y a une grosse perte de confiance, dans les enquêtes publiques on ne tient pas compte de nos discours d'opposants». Du côté du CERN, on répond que depuis 2021, une cinquantaine de réunions avec des élus locaux ont déjà eu lieu. Que des préoccupations ont été exprimées par les élus. Et que le but de la concertation doit permettre d'ajuster, d'affiner le projet.

Impact environnemental

Il a bien sûr été question d'impact environnemental et de consommation d'énergie. Raphaël Bello et Johannes Gutleber, le coordinateur du projet FCC, ont donné beaucoup d'informations et assuré que le CERN s'est fixé un cap très ambitieux.

Mais des doutes demeurent. Le FCC va tripler la consommation énergétique du CERN, estime un représentant de Noé 21. Une habitante, elle, aurait aimé en savoir davantage sur les grandes cavernes prévues en sous-sol et les constructions en surface: «C'est pharaonique au niveau excavation», s'exclame-t-elle. D'autres s'inquiètent pour la nappe phréatique, le transport des matériaux, etc.

Johannes Gutleber explique que le CERN a la volonté de valoriser au

maximum ces matériaux d'excavation. Quant à la consommation énergétique, «nos objectifs sont ambitieux pour nous, répond Raphaël Bello. Par exemple, nous allons réduire notre consommation d'énergie de 5% d'ici à 2025, et on s'est engagé à l'améliorer encore.»

Un choix de société

Malgré deux heures et quarante minutes de débat, on ne mettra pas tout le monde d'accord sur ce projet, très prometteur en termes scientifiques pour les uns, terriblement dangereux du point de vue environnemental pour les autres.

Faut-il dès lors le réaliser, alors qu'un projet de même ampleur se prépare en Chine, demandent certains auditeurs? «Il y a de vrais enjeux, concède Raphaël Bello. Certes, le CERN produit des nuisances, mais il génère aussi des effets positifs.» Il souligne que les recherches sur la supraconductivité, par exemple, pourraient avoir des répercussions importantes sur le transport de l'énergie, un des grands défis actuels.

«On est devant un vrai choix politique, ajoute-t-il. Car nous le disons, notre projet aura un impact.» Selon lui, il appartiendra désormais aux États de procéder à une pesée d'intérêts, entre l'urgence climatique et l'utilité d'une infrastructure telle que le FCC pour la recherche scientifique «et l'avenir de nos enfants et petits-enfants».